

# Sondage BVA : le couple Hollande/Ayrault dégringole

Avec 31% d'opinions positives, le président de la République atteint des sommets d'impopularité. Il n'est plus qu'à un point du « désamour » maximum enregistré par son prédécesseur à l'Élysée

L'embellie n'aura été que de courte durée. Dans le baromètre BVA Orange - Nice-Matin du mois de mai dernier (1), le couple exécutif Hollande-Ayrault avait stoppé l'hémorragie, regagnant même un point de cote de popularité auprès des Français sondés. Mais en ce mois de juin, la chute repart de plus belle puisque le président de la République perd quatre points de bonnes opinions à 31%, soit son plus bas niveau depuis son élection. Il se rapproche ainsi dangereusement des records historiques d'impopularité enregistrés par son prédécesseur, Nico-

las Sarkozy, tombé à 30% de bonnes opinions dans ce même baromètre en octobre 2010, puis en février 2011. Trente pour cent c'est aussi la cote de popularité actuelle de Jean-Marc Ayrault, le Premier ministre perdant trois points d'un mois sur l'autre. « L'appel à une certaine modération salariale dans le privé, le gel du point d'indice des fonctionnaires, les orientations du rapport Moreau commandé sur la réforme des retraites ont mis "vent debout" les syndicats et la base électorale de gauche de François Hollande », analyse Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA,

pour commenter cette défiance des Français à l'égard de leur président et de son Premier ministre.

## De plus en plus impopulaire à gauche...

Mais ce qui est le plus significatif de cette « révolte » sondagière, c'est que François Hollande déçoit chaque mois davantage son électorat de gauche. Il perd ainsi neuf points auprès des sympathisants de gauche (passant de 76 à 67% de bonnes opinions) et s'effondre auprès des sympathisants d'extrême gauche (-15 points) auprès desquels il devient, pour la première fois,

majoritairement impopulaire (55% d'entre eux ont une mauvaise opinion du Président alors qu'ils étaient encore 57% à en avoir une bonne le mois dernier...).

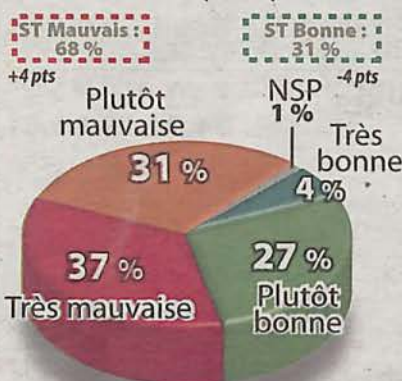
Au final, la politique du gouvernement est jugée très sévèrement par nos compatriotes qui l'estiment inefficace à 83% et injuste à 68%. Comme chaque mois, BVA a aussi sondé la cote d'influence des politiques. Manuel Valls caracole toujours en tête à 52% (+4 points). Le ministre de l'Intérieur, seul homme de gauche dans les dix premiers, devance trois hommes de droite « modérés » : Alain Juppé,

Jean-Louis Borloo et François Fillon. A signaler l'entrée « fracassante » de Laurent Wauquiez en dixième position (+9 points). Enfin, à noter que le « peuple de droite » plébiscite toujours son champion Nicolas Sarkozy à 75%; Christiane Taubira... et Manuel Valls se partageant avec 64% la pole position dans le cœur des sympathisants de gauche.

CHRISTIAN HUULT  
chuault@nicematin.fr

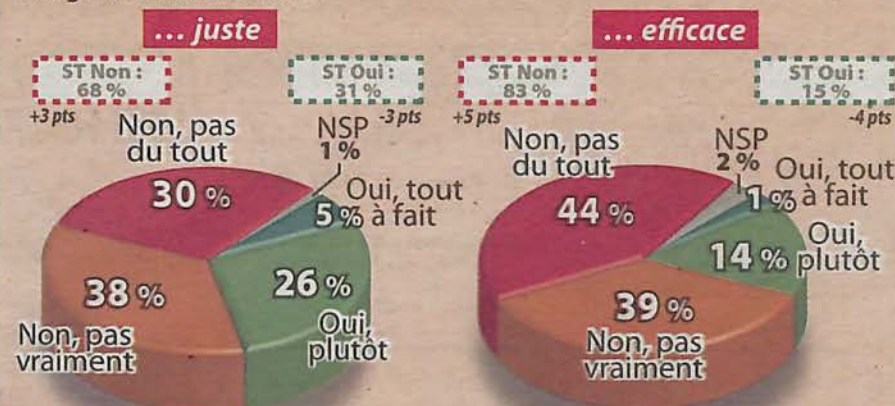
1. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1060 personnes recrutées par téléphone puis interrogées par Internet les 19 et 20 juin derniers.

► Quelle opinion avez-vous de François Hollande en tant que Président de la République ?



Sondage BVA - Orange pour L'Express, la Presse Régionale et France Inter

► Diriez-vous que la politique menée par François Hollande et le gouvernement est... ?



► Pour chacune des personnalités suivantes, souhaitez-vous qu'elle ait davantage d'influence dans la vie politique française ?

|                              | Rappel mai 2013 |      |
|------------------------------|-----------------|------|
| 1 Manuel Valls               | +4              | 52 % |
| 2 Alain Juppé                | +3              | 47 % |
| 3 Jean-Louis Borloo          | -2              | 41 % |
| 4 François Fillon            | -2              | 39 % |
| 5 Christine Lagarde          | +1              | 39 % |
| 6 François Bayrou            | +2              | 39 % |
| 7 Nicolas Sarkozy            | -1              | 38 % |
| 8 Nathalie Kosciusko-Morizet | +3              | 38 % |
| 9 François Baroin            | +5              | 37 % |
| 10 Laurent Wauquiez          | +9              | 34 % |

Infographie François-Philippe L'ANGLADE

## Villeneuve/Lot : le « front républicain » en débat Le torchon brûle entre Barroso et la France

La stratégie du « front républicain » censée faire barrage au Front national (FN) faisait l'objet d'un débat, hier, au lendemain de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot remportée par l'UMP et marquée par un score élevé du FN, plus de sept mille voix supplémentaires par rapport au premier tour.

« C'est un échec du "front républicain", ça ne fonctionne plus », a estimé Louis Alliot, vice-président du FN, sur LCI. « Je rappelle qu'en 2002, le "Front républicain" avait permis à M. Chirac d'être élu avec 80 %, et 20 % pour Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui, les "fronts républicains" donnent 51, 52, mais pas beaucoup plus. »

A l'UMP, où la stratégie du « ni front républicain ni FN » arrêtée par Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé divise depuis les cantonales de 2011, plusieurs responsables ont dénoncé un report du vote socialiste sur le FN pour justifier le bon score du parti de Marine Le Pen.

Le candidat du FN « a bénéficié des électeurs FN traditionnels et puis des électeurs de gauche pour faire barrage à l'UMP, le seul opposant crédible à François Hollande », a renchéri le chef de file des députés UMP Christian Jacob sur France Info.

### « Droite décomplexée »

Sur Europe 1, le président de l'UMP Jean-François Copé a fustigé le concept de « front républicain », estimant que cette notion n'avait pas « de réalité ».

« Je n'y ai jamais cru ; ce qui me paraît très important maintenant, c'est que les électeurs comprennent bien les différences qui existent entre les partis, le PS et l'UMP, ce n'est pas pareil, a-t-il déclaré.

A gauche, où l'élection de dimanche signe la huitième défaite du PS lors de législatives partielles depuis juin 2012, Bruno Le Roux et Marisol Touraine ont démenti tout report du vote socialiste. Et Jean-Marc Ayrault a demandé à l'UMP une position claire

sur le FN. « Le problème, il est maintenant à l'UMP. Est-ce qu'à l'UMP, qui se proclame aujourd'hui la "droite décomplexée", il n'y a pas une clarification politique à faire pour savoir où sont les bornes à ne pas franchir ? s'est interrogé, hier, le Premier ministre. Il y a quelques années (l'ancien président) Jacques Chirac avait mis ces bornes. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui c'est loin d'être clair. »

Pour sa part, la ministre des Affaires sociales s'est réjouie « que le sens républicain l'ait emporté, c'est d'autant plus à remarquer que du côté de la droite, ce n'est pas toujours le cas. Les discours ambigus sur la nécessité de ne pas voter pour le Front national ont été fréquents. »

Quant au chef de file des députés PS, Bruno Le Roux, il affirme que « aucun électeur de gauche n'a voté pour le Front national », précisant que, selon lui, « les électeurs de gauche du premier tour sont restés pour une partie chez eux, ont voté pour une partie pour M. Coste et n'ont pas voté pour le FN. »

José Manuel Barroso a dénoncé, hier, une polémique « absurde » et « inutile » au lendemain de déclarations d'Arnaud Montebourg qui ont provoqué un nouvel accrochage entre Paris et Bruxelles, à l'orée d'une semaine européenne chargée. Le ministre français du Redressement productif a accusé, dimanche, le président de la Commission européenne de faire le lit de l'extrême droite en France. « Quand il s'agit de réforme économique, d'ouverture, de mondialisation, de l'Europe et de ses institutions, certains souverainistes de gauche et de l'extrême

droite ont exactement le même discours », a réagi, hier, l'intéressé, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. La Commission avait auparavant jugé « regrettable » qu'un ministre français eut « une nouvelle fois » fait d'elle le « bouc émissaire » des difficultés de la France au lieu de défendre l'Europe face au populisme ou au « chauvinisme ».

Le commissaire européen au Marché intérieur, le Français Michel Barnier, de passage à Paris, a, pour sa part, qualifié d'« insupportables, fausses et absurdes » les accusations d'Arnaud Montebourg.